

# Catalogne. Une région aux visées européennes

Avec sa propre police et des délégations installées dans les grandes capitales européennes, la Catalogne, l'une des 17 régions d'Espagne, a gagné un véritable poids à l'échelle de l'UE. Pour certains, toutefois, la décentralisation est allée trop loin.



Les Mossos d'Esquadra ont peu à peu substitué la police nationale et la garde civile sur le territoire catalan.

Photo EPA, archives



**De notre correspondante en Espagne.** L'atmosphère est encore fraîche à Barcelone après une nuit hivernale lorsqu'un jeune homme s'engouffre dans un bâtiment aux façades de verre. À l'intérieur, ils sont quelques-uns à attendre, comme lui, de pouvoir déposer leur dossier de candidature pour rejoindre les effectifs des Mossos d'Esquadra, le corps de police propre à la Catalogne, l'une des 17 régions formant l'Espagne et parmi les plus importantes avec ses sept millions d'habitants et un produit intérieur brut représentant près de 20 % du PIB national.

### Les attentes étaient énormes

Force centenaire mais longtemps confinée à un rôle marginal, elle détient aujourd'hui un éventail de responsabilités « encore inimaginables », il y a quinze ans, reconnaît le commissaire Ferran Lopez, dans un bureau à l'étage. Depuis 1994, les Mossos, aux ordres du gouvernement autonome catalan, la Generalitat, ont en effet peu à peu substitué la police nationale et la garde civile sur le territoire catalan. Ces dernières se chargeant désormais uniquement des tâches incombant à l'État central, comme l'attribution de papiers d'identité, et collaborant avec les Catalans dans la lutte contre le crime organisé. « Après des années de franquisme, les attentes étaient énormes lors de la création de cette nouvelle police. Aujourd'hui, les citoyens se déclarent majori-

tairement satisfaits », affirme le commissaire, même si plusieurs bavures ont fait scandale, ces dernières années. Ses agents, qui doivent savoir parler catalan, traitent notamment d'égaux à égaux avec les forces françaises, avec qui ils partagent deux commissariats proches de la frontière. Des agents français qui, pour certains, ont eu du mal au départ à concevoir l'existence d'une telle force « régionale », tant le modèle catalan est différent de celui des régions françaises, inscrites dans un système bien plus centralisé.

### Une projection internationale

La Catalogne a d'ailleurs développé une politique de projection internationale digne d'un petit État, avec, depuis quelques années, des délégations implantées dans plusieurs grandes villes du monde, dont Paris, qui regroupent sous une même ombrelle la promotion commerciale et touristique, plus traditionnelle à l'échelle régionale, et des relations institutionnelles et politiques internationales.

« Nous offrons une vision plus large de la Catalogne », reconnaît Apel·les Carod-Rovira, délégué en France, « un pays prioritaire pour nous, compte tenu de nos relations commerciales ». « Les grandes affaires reviennent évidemment aux États mais l'échelle des régions peut offrir des solutions plus concrètes aux citoyens. »

### Éducation, budget santé...

Si la police et ces « mini-ambassades » sont spécifiques à la Catalogne, les 17 régions espagnoles partagent toutefois un niveau de responsabilités encore inconcevable en France. Le gouvernement central leur délègue en effet la moitié des dépenses publiques pour qu'elles les déploient sur leurs territoires en suivant leurs propres lignes politiques, qui varient d'une capitale régionale à l'autre. Les écoliers espagnols ne partagent que la moitié de leur programme, le reste étant laissé au libre choix de chaque région, qui gère également le budget santé.

Pour le jeune parti Union, Progrès et Démocratie, la décentralisation est allée trop loin. « Il est parfois plus difficile de changer de médecin d'une région à l'autre qu'au sein de l'Union européenne », affirme son numéro deux, Carlos Martinez Gorriaran, pour qui la grave crise économique que traverse l'Espagne vient en partie de la « pagaille territoriale ». « La sortie de crise peut uniquement être opérée par un État central fort, or, il se vide peu à peu face aux régions. » Il reconnaît toutefois que cette autonomie leur permet d'atteindre une « plus grande projection internationale », y compris pour les régions les plus pauvres, comme l'Extremadure, longtemps ignorées par le pouvoir central.

Élodie Cuzin

« La sortie de crise peut uniquement être opérée par un État central fort, or, il se vide peu à peu face aux régions. »

Carlos Martinez Gorriaran  
numéro deux du parti  
Union, Progrès et Démocratie

### Points de repères

**Superficie :** 31.895 km<sup>2</sup> (environ 6 % du territoire espagnol).

**Population :** sept millions d'habitants. La Catalogne est la deuxième région d'Espagne.

**Capitale régionale :** Barcelone.

**Régime :** gouvernement autonome (Generalitat) depuis 1980.

**Organisation administrative :** quatre provinces dont les capitales sont Barcelone, Tarragone, Lérida et Gérone.

## L'un des moteurs de la décentralisation en Espagne

Le chemin vers plus d'autonomie de la Catalogne, véritable « nation » pour ses habitants, a inspiré d'autres régions espagnoles à l'identité moins définie.

« En Espagne, démocratie et décentralisation ont avancé ensemble depuis trente ans », affirme Josep Vendrell, secrétaire des relations institutionnelles du gouvernement catalan, aujourd'hui mené par une coalition de gauche, dans son bureau situé sur la célèbre Avenue Diagonal qui traverse Barcelone.

### Brimés pendant la dictature

Une fois le franquisme disparu, à la fin des années 1970, les territoires qui avaient en Espagne une identité historique propre - Catalogne, Pays Basque, Galice... -, brimés pendant la dictature, ont réclamé l'obtention d'un plus grand pouvoir local. C'est alors que la Catalogne retrouve un exécutif, la Generalitat, doté de réelles responsabilités. Les autres régions d'Espagne aux identités moins fortes se sont peu à

peu ralliées à ce mouvement de décentralisation. C'est l'époque du « café pour tous », comme on a surnommé en Espagne cet effet « boule de neige » octroyant plus d'autonomie aux 17 régions.

« Cela ne nous dérange pas tant qu'on n'essaye pas de diluer notre café avec trop de lait », ironise Josep Vendrell. « Nos revendications ont servi de moteur mais on a parfois eu la tentation de limiter notre autonomie sous prétexte qu'elle était désormais généralisée. »

### L'Estatut va encore plus loin

Adopté en référendum en 2006, et par les députés à Madrid, un nouveau statut d'autonomie, l'Estatut, en catalan, va encore plus loin dans le renvoi des responsabilités et du financement depuis le gouvernement central vers la Catalogne, qualifiée ici de « nation ». L'idée de créer des délégations à l'étranger a été introduite dans ce texte qui clarifie également « les critères de solidarité entre régions », selon Josep Ven-

drell. « Nous recherchons un modèle fondé autour de la loyauté aux institutions et permettant des relations verticales avec l'État mais aussi horizontales, directement entre régions autonomes. »

Profondément inquiète devant les nouvelles prérogatives inscrites dans l'Estatut, l'opposition conservatrice, le Parti populaire (PP), a placé un recours devant le Tribunal constitutionnel en 2006 pour juger de sa conformité. Les magistrats ne se sont toujours pas prononcés et cette attente irrite au plus haut point la plupart des partis catalans qui devront faire face à leurs électeurs au printemps.

« Il n'est pas normal que le tribunal mette trois ans à se prononcer », s'agace Josep Vendrell. « Mais nous n'avons pas bloqué pour autant la mise en place de l'Estatut, ce qui démontre d'ailleurs que ce dont le PP avait peur, que l'Espagne se « disloque », ne s'est pas produit. »

E.C.